

ARGUMENTAIRE SUR L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE

Note hebdomadaire

● L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE EN PANNE

Contexte

Notre industrie automobile traverse une phase de turbulences majeures, marquée par une baisse significative de sa production, des suppressions massives d'emplois et une concurrence chinoise de plus en plus agressive.

Notre analyse

En raison de la multiplication des taxes, des normes et de la bureaucratie, les géants européens délocalisent, baissent leur production de véhicules, et donc suppriment de nombreux emplois. Volkswagen prévoit, par exemple, de supprimer pas moins de 35 000 postes en Europe d'ici 2030. **En France, les effectifs de Stellantis sont passés de 53 000 salariés en 2017 à 42 000 aujourd'hui.**

Dans le même temps, la Chine continue de s'implanter sur notre marché. **Ses constructeurs ont désormais des usines en Hongrie et en Espagne, et leur part de marché est passée de 2,4% à 3,7% entre 2024 et 2025.** Cette tendance pourrait s'accélérer : **l'UE envisage de supprimer les droits de douane sur les véhicules électriques chinois pour répondre aux menaces commerciales de Trump !** Un vrai suicide pour notre industrie.

Les équipementiers européens demandent, pour protéger notre marché, un taux minimum de véhicules produit en Europe (75 à 80 %) afin d'avoir le droit d'y vendre. **Cette préférence européenne doit être un objectif si nous voulons développer notre autonomie industrielle et économique.** Il faut également réviser largement le pacte vert : **avec le groupe ECR, nous défendons l'industrie européenne notamment en demandant l'annulation de la fin des moteurs thermiques en 2035.**

● J.D. VANCE APPELLE L'EUROPE À NE PLUS ÊTRE UN VASSAL DES ÉTATS-UNIS

Contexte

La victoire de Donald Trump en novembre dernier et la guerre commerciale qu'il mène ces derniers mois représentent une opportunité pour l'Union européenne de gagner en indépendance vis-à-vis de notre allié transatlantique.

Notre analyse

Lors d'une interview parue ce mardi 15 avril, le vice-président américain **J. D. Vance a affirmé que l'Europe ne peut être un « vassal » permanent des États-Unis pour sa sécurité.** Il « ne pense pas qu'une Europe plus indépendante soit une mauvaise chose pour les États-Unis ». En effet, selon lui, **depuis trop longtemps, la sécurité de l'Europe est payée par les États-Unis** ; c'est également la pensée de Trump... bien que ce dernier l'exprime moins subtilement.

Le vice-président américain estime toujours que l'alliance des États-Unis avec l'Europe est essentielle. Cependant, selon lui, le Vieux Continent doit prendre davantage son destin en main dans plusieurs domaines, notamment celui de la défense. **J. D. Vance ne ménage pas les Européens, mais ne nous veut pas de mal non plus : il vaut mieux des alliés forts que des vassaux faibles.**

Il est en effet nécessaire que les nations d'Europe renforcent leurs armées nationales et leurs bases industrielles et technologiques de défense. Pour cela, **les États membres doivent se fournir, autant que faire se peut et en particulier pour les secteurs stratégiques, en Europe, notamment en France, afin de ne pas dépendre de puissances étrangères.** C'est d'ailleurs ce que propose la Commission européenne elle-même, avec son plan « ReArm Europe ». Nous avons trop longtemps bénéficié des « dividendes de la paix » : **notre autonomie et notre sécurité ont un prix.**

● LA HONGRIE CONSTITUTIONNALISE L'EXISTENCE DE SEULEMENT DEUX SEXES

Contexte

Alors que certains pays, dont la France, poursuivent leurs dérives progressistes, la Hongrie est de son côté toujours à la pointe de la lutte contre le wokisme.

Notre analyse

Le Parlement hongrois vient de graver dans sa constitution l'existence de seulement deux sexes. Le gouvernement d'Orbán en a profité pour consacrer « la primauté du droit des enfants » à avoir un père et une mère. Selon l'opposition, il s'agit là d'« une offensive juridique qui vise la communauté LGBT+ »...

En 2011 déjà, la Hongrie avait ajouté dans sa constitution que « le mariage est l'union d'un homme et d'une femme », excluant la reconnaissance du mariage homosexuel. **En 2021, une loi contre la pédophilie avait également été adoptée.** Cette loi contribue à améliorer la **protection de l'enfance**, et inclue également **des dispositions interdisant toute forme de promotion du changement de sexe ou de quelque forme de sexualité que ce soit auprès des mineurs**, dans les écoles, les médias ou par la publicité. L'éducation sexuelle doit rester l'apanage des parents.

Ces décisions sont dans la continuité de l'action du Premier ministre Viktor Orbán, qui, avec le soutien démocratiquement exprimé par le peuple hongrois – son parti a remporté toutes les élections depuis 2010 –, cherche à défendre une société traditionnelle et la civilisation européenne, malgré les attaques de la gauche ou des réseaux de George Soros.

